

Ecologie, démographie et société

mardi 29 mai 2007, par [TANIAU Léon](#) (Date de rédaction antérieure : 15 mai 2007).

Un ami m'a dit que j'avais tendance à exagérer ma critique du Pacte écologique et de la Lettre ouverte qui l'accompagne. J'avoue être parfois trop tranchant. Pourtant, ici, je persiste et signe : une évolution négative semble en cours dans une partie de la nébuleuse environnementale. Il ne s'agit pas avant tout du parti Ecolo mais de conceptions politiques et philosophiques qui ont cours plus largement dans la mouvance verte.

Ces conceptions apparaissent surtout dans la « Lettre ouverte à nos futurs élus ». Promu par toutes les grandes associations environnementales et signé par des gens que j'admire, ce texte dit que « *des civilisations entières ont déjà foncé avant nous* » dans la combinaison de crise écologique et de crise sociale. Sont cités les Vikings du Groenland, les cités Mayas et la Grèce mycénienne, entre autres. Dans tous ces cas, selon le texte, « *le processus est chaque fois identique : la croissance démographique oblige les populations à adopter des modes de production agricole intensive (...). Les terres répondent de moins en moins aux besoins croissants. S'en suit un écocide : famines, guerres, renversement des élites dirigeantes, instabilités, maladies et décroissance de la population.* »

La croissance démographique serait donc la cause des crises écologiques d'hier et d'aujourd'hui, parce qu'elle entraînerait une agriculture de plus en plus intensive. Cette explication ne correspond pas à la réalité actuelle : l'intensification de l'agriculture (pesticides et OGM, par exemple) ne résulte pas en premier lieu de la pression de la démographie mais de celle l'agrobusiness. L'explication ne correspond pas non plus à la réalité du développement historique : l'idée que la croissance de la population aurait été le moteur de l'intensification de l'agriculture est fautive. C'est la hausse de la productivité qui a créé les conditions de la croissance démographique, pas l'inverse.

Cette question est évidemment d'une importance philosophique et politique majeure. D'une manière générale, les auteurs qui imputent la crise écologique à la pression démographique escamotent les facteurs sociaux, les structures sociales, les modes de production. Pour eux, ce n'est pas la société qui est responsable, c'est l'être humain, véritable fléau écologique. Les conclusions de cette thèse peuvent être redoutables. C'est ainsi que certains « experts » renversent complètement les responsabilités en matière de changement climatique et proposent de lancer des « droits de procréer » échangeables. De la sorte, disent-ils, les pauvres du Sud seraient obligés de juguler leur « démographie galopante » (présentée comme la menace majeure pour le climat). Un autre exemple est le rapport sur les conséquences du réchauffement pour la sécurité nationale des USA : pour les auteurs de ce document, les catastrophes climatiques ramèneront en fait la population à un niveau compatible avec la « capacité de charge » de la Terre. Ici, une notion de l'écologie en tant que science est carrément utilisée à l'appui d'un projet abject : éliminer les pauvres.

La Lettre ouverte ne s'aventure évidemment pas sur ces chemins fangeux ! Mais la thèse qu'elle avance pourrait y mener. La lettre se réfère d'ailleurs à un auteur qui appartient à un courant fort droitier de l'écologie : Jared Diamond est un disciple de Paul Ehrlich et, à travers lui, du sinistre Malthus. Les thèses d'Ehrlich, il y a une trentaine d'années, ont été combattues avec succès par un grand savant et militant écologiste de premier plan : Barry Commoner. Pour Commoner, la crise écologique était avant tout un produit structurel de la société capitaliste, dont il expliquait qu'elle ne peut être que productiviste. L'urgence écologique ne devrait pas conduire à tourner le dos à cette thèse qui, contrairement aux visions apocalyptiques d'Ehrlich, a prouvé sa robustesse. Dans le

danger, l'esprit critique est plus que jamais nécessaire. Ne signons pas n'importe quoi.

P.-S.

* Paru en Belgique dans le Journal du Mardi du 15 mai 2007.